

Annexe 5

ATTESTATION RELATIVE AU REGIME DE MINIMIS (à joindre à la demande de subvention)

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « de minimis », conformément au règlement (UE) n° 2023/2382 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne du 15 décembre 2023.

Je soussigné, atteste sur l'honneur :

1. avoir perçu (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « de minimis » entreprise (règlement UE 2023/2382 et règlement UE 1407/2013) :

| Intitulé de l'aide | Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) | Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) | Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) |
|---|--|---|--|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus | | | Total (A) = € |

2. avoir demandé mais pas encore reçu la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « de minimis » entreprise (règlement UE 2023/2381) :

| Intitulé de l'aide | Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) | Date de la demande | Montant demandé |
|---|--|--------------------|----------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus | | | Total (B) = € |

3. demander, dans le présent formulaire, une aide relevant du régime « de minimis » entreprise (règlement UE° 2023/2381) :

| | | |
|--|--------------|---|
| Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire | (C) = | € |
|--|--------------|---|

| | | |
|---|----------------------|---|
| Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise | (A)+(B)+(C) = | € |
|---|----------------------|---|

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 300 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée,

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,

Cocher la case correspondant à votre situation :

- J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG)
- J'ai reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG), **Dans ce cas je complète également l'annexe 2 bis.**

Date et signature

Attention : le règlement (UE) n°2023/2381 prévoit que le plafond de 300 000 € d'aides de minimis entreprise doit être calculé par « entreprise unique ». Une « entreprise unique » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations précisées dans la notice explicative jointe à cette annexe (paragraphe 3).

Inscrire également dans les tableaux les aides de minimis entreprise considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative de l'annexe 2 paragraphe 2),

NOTICE EXPLICATIVE POUR COMPLETER L'ANNEXE 3

Non cumul des plafonds d'aides de *minimis* au-delà du plafond le plus haut

Les entreprises ayant bénéficié :

- d'aides de *minimis* agricole au titre de leurs activités de production agricole primaire (plafond de 15 000€),
- d'aides de *minimis* pêche au titre de leurs activités dans le secteur de la pêche ou de l'aquaculture (plafond de 30 000€),
- d'aides de *minimis* SIEG (services d'intérêt économique général, plafond de 500 000€),

doivent remplir, en plus de l'annexe 2, l'**annexe 2 bis** du formulaire d'attestation.

Dans le cas où votre entreprise a bénéficié, en plus des aides de *minimis* entreprise, d'aides de *minimis* agricole, pêche ou SIEG :

- le plafond maximum d'aides est de 300 000€ en cumulant le montant des aides de *minimis* entreprise, de *minimis* agricole et de *minimis* pêche,
- et le plafond maximum d'aides est de 500 000€ en cumulant le montant des aides de *minimis* entreprise, de *minimis* pêche, de *minimis* agricole, et de *minimis* SIEG.

Transferts des encours de *minimis* en cas d'acquisition, fusion, scission d'une entreprise

Si votre entreprise a :

- repris une autre entreprise dans le cadre de fusions ou acquisitions, et/ou
- fait l'objet d'une scission en deux entreprises distinctes ou plus,

elle doit tenir compte des aides de *minimis* perçues par la (ou les) entreprise(s) pré-existante(s) dans le calcul de son plafond d'aides de *minimis* en cas de :

- **En cas de fusion ou acquisition (reprise totale)** d'une entreprise, la totalité des aides de *minimis* agricole et de *minimis* entreprise accordées à cette entreprise au cours de l'année fiscale en cours et des deux années fiscales précédentes sont à comptabiliser dans le cumul des aides de *minimis* agricole et entreprise du repreneur. Afin d'identifier ces aides considérées comme transférées à votre entreprise lorsque vous remplissez les annexes 2 et 2bis, le numéro SIREN auquel elles ont été payées doit être indiqué. Si la somme des aides de *minimis* entreprise, ainsi comptabilisées dans le cumul des aides de *minimis* entreprise du repreneur, génère un dépassement de plafond d'aides de *minimis* de ce dernier, il ne sera pas demandé au repreneur de remboursement car ces aides ont été légalement octroyées. Par contre, le repreneur ne pourra pas être éligible à de nouvelles aides de *minimis* entreprise tant que le plafond d'aides de *minimis* entreprise calculé sur trois exercices fiscaux glissants ne sera pas repassé en dessous de 300 000€.
- **En cas de scission** en deux entreprises distinctes ou plus, il faut répartir les aides de *minimis* entreprise et de *minimis* agricole perçues avant la scission entre les différentes entreprises résultant de la scission en ne retenant dans le plafond d'aide de *minimis* de chacune que la part des aides de *minimis* versées au titre des activités conservées par chacune. Si une telle allocation n'est pas possible, alors les aides de *minimis* sont réparties proportionnellement sur la base de la valeur comptable du capital des nouvelles entreprises à la date effective de la scission.

Notion « d'entreprise unique »

Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de *minimis* entreprise peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 300 000€. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 300 000€ qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique », **vous disposez d'un seul plafond d'aides de *minimis* entreprise de 300 000€ commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique »**. Si votre entreprise relève de ce cas, **il faut absolument vérifier en complétant l'annexe 2 et 2 bis de votre demande d'aide de *minimis*, que votre entreprise comptabilise bien à la fois les aides de *minimis* qui lui ont été versées et celles versées aux autres entreprises composant l'entreprise unique** au titre du règlement (UE) n°2023/2831 et du règlement (CE) n°1998/2006. L'attestation sur l'honneur (en annexe 2 et 2 bis) prévoit donc que **pour chaque aide de *minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique**.

Une « **entreprise unique** » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise,
- une entreprise a le droit de nommer ou révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise,
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci,
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Entreprises en difficulté

Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ne sont pas éligibles aux aides *de minimis* octroyées sous forme de prêts ou de garanties

Autres précisions

Comment savoir si une aide est bien une aide *de minimis* entreprise ? La nature « *de minimis* » de l'aide est précisée sur le dossier de demande d'aide. Ce dossier fait référence au règlement (UE) n°2023/2381 lorsqu'il s'agit d'une aide *de minimis* entreprise. En cas de doute l'entreprise peut appeler l'autorité publique instruisant l'aide.

Comment calculer le plafond si vous avez bénéficié d'une aide *de minimis* à titre personnel (par exemple sous forme de prise en charge de cotisations sociales) et que vous exercez votre activité au sein de différentes entreprises (plusieurs SIREN) ? Vous devez répartir le montant de l'aide, au choix : soit à parts égales entre les différentes entreprises, soit au prorata du revenu provenant de chaque entreprise.

Annexe 5 bis

Complément à l'annexe II à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, pêche ou SIEG). Selon le règlement UE 2019/316, le plafond d'aides de minimis agricole est comptabilisé par « entreprise unique ». Une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations précisées dans la notice explicative.

Si mon entreprise exerce :

- des activités de production agricole primaire au titre desquelles elle a perçu des aides de minimis agricole (en application des règlements 1407/2013 ou 2023/2381) ou du règlement 2019/316,
- et/ou des activités dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture au titre desquelles elle a perçu des aides de minimis pêche et aquaculture (en application du règlement UE 2019/316).

J'atteste sur l'honneur :

- D) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » agricole** (en application du règlement UE 2019/316),

| Intitulé de l'aide | SIREN de l'entreprise bénéficiaire | Date de décision d'octroi ou, date de paiement, ou date de demande de l'aide | Montant figurant sur la décision d'octroi, ou montant perçu, ou montant demandé |
|--|------------------------------------|--|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Montant total (D) des aides de minimis reçues ou demandées mais pas encore reçues | | | |

Inscrire également dans le tableau les aides de minimis considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition ou de scission d'entreprise (voir notice explicative de l'annexe 2).

- E) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » pêche** (en application du règlement UE 2019/316),

| Intitulé de l'aide | SIREN de l'entreprise bénéficiaire | Date de décision d'octroi ou, date de paiement, ou date de demande de l'aide | Montant figurant sur la décision d'octroi, ou montant perçu, ou montant demandé |
|--|------------------------------------|--|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Montant total (E) des aides de minimis reçues ou demandées mais pas encore reçues | | | |

TOTAL DES AIDES DE MINIMIS ENTREPRISES (A+B+C) + AGRICOLES (D) + PECHE (E)

Si la somme totale des aides de minimis « entreprise », « agricole » et « pêche » reçues et demandées mais pas encore reçues excède 300.000€, l'aide demandée dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général au titre duquel elle a perçu des aides de minimis SIEG, en application du règlement UE 360/2012, j'atteste sur l'honneur :

- F) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » SIEG** (en application du règlement UE 360/2012),

| Intitulé de l'aide | SIREN de l'entreprise bénéficiaire | Date de décision d'octroi ou, date de paiement, ou date de demande de l'aide | Montant figurant sur la décision d'octroi, ou montant perçu, ou montant demandé |
|--|------------------------------------|--|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Montant total (F) des aides de minimis reçues ou demandées mais pas encore reçues | | | |

| | |
|---|--|
| TOTAL DES AIDES DE MINIMIS ENTREPRISES (A+B+C) + AGRICOLES (D) + PECHE (E) + SIEG (F) | |
| <i>Si la somme totale des aides de minimis « entreprise », « agricole », « pêche » et « SIEG » reçues et demandées mais pas encore reçues excède 500.000€, l'aide demandée dans le présent formulaire ne sera pas accordée.</i> | |

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 ans à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Date et signature